

# Archives cantonales vaudoises

## *Rapport d'activité*

*2007*



**ILLUSTRATION :** 29 août 2007, depuis Epesses, vignes de Lavaux, consacrées en juin 2007 patrimoine mondial de l'UNESCO, et lac Léman, sous un ciel en train de se déchirer – le Canton de Vaud, en passe de retrouver des couleurs après 16 ans de crise profonde ; 4 prises de vue jointes en panorama.

Olivier Rubin, photographe, Archives cantonales vaudoises

**ADRESSE :** Archives cantonales vaudoises  
Rue de la Mouline 32  
1022 CHAVANNES-PRES-RENENS

**TELEPHONE :** National : 021 316 37 11  
International : + 41 21 316 37 11

**FAX :** National : 021 316 37 55  
International : + 41 21 316 37 55

**E-MAIL :** info.acv@vd.ch

**INTERNET :** <http://www.vd.ch/archives-cantoniales>

**ACCES :**

- Transports publics : Métro M1 dès Lausanne-Flon (Centre-Ville) ou dès Renens-CFF, arrêt "Mouline".
- Par la route : depuis le centre-ville, direction "Genève" ou "Université", route de Chavannes/route de la Maladière, rue du Léman (sous l'autoroute), rue de la Mouline.
- Par l'autoroute : direction "Lausanne-Sud", sortie "Université/EPFL", direction "Sciences humaines", traverser le métro, direction "Chavannes/La Mouline".
- Places de parc devant le bâtiment : s'inscrire à la réception.

**HEURES D'OUVERTURE :** Lundi, mardi, jeudi, vendredi : 9 h. 00 - 17 h. 00  
Mercredi : 14 h. 00 - 19 h. 00

**FERMETURE ANNUELLE :** Deux premières semaines de mars

**SOCIETES AYANT  
LEUR SIEGE AUX ACV :** Société vaudoise d'histoire et d'archéologie  
Cercle vaudois de généalogie

Rédaction de la partie administrative : Christian Gilliéron  
Lectorat : Christian Gilliéron et Gilbert Coutaz, Chavannes-près-Renens, octobre 2008  
1200 exemplaires

## Introduction

L'année 2007 est une année charnière dans l'histoire des ACV. Les travaux de densification ont permis de repenser complètement l'organisation de la zone de stockage, de terminer l'inventaire systématique des fonds privés de la sous-section P alphabétique et d'une très large partie de la sous-section PP numérique, ainsi que de séparer complètement les parts classées de celles en attente d'inventaire. Les logiques de rangement ont été améliorées et facilitent désormais les tâches liées à la consultation. Le choix, le 1<sup>er</sup> novembre 2007, d'un nouveau logiciel « scopeArchiv », doit permettre aux ACV d'évoluer vers la diffusion en ligne de l'ensemble de leurs données d'inventaire et de renouveler leurs contacts avec les principaux dépôts d'archives de Suisse, équipés du même système. Le canton de Vaud est le 1<sup>er</sup> canton de langue française à avoir fait le choix de ce logiciel, qui tend à s'imposer comme le standard dans la communauté des archivistes suisses.

## 1. Personnel

### 1.1. Personnel régulier (au 31 décembre 2007)

Directeur :	Gilbert Coutaz
Adjoint du directeur :	Christian Gilliéron
Adjoint, chargé des relations avec les communes :	Robert Pictet
Archivistes :	Olivier Conne Jérôme Guisolan Pierre-Yves Favez (80 %)
Assistant-archiviste principal :	Jean-Marc Falciola
Assistante-archiviste :	Claudia Margueron
Photographe :	Olivier Rubin (75%)
Restauratrice :	Anne Bellanger (50 %)
Restaurateur :	Stephan Böhmer (50 %, jusqu'au 31.12.2007)
Premières employées d'administration :	Corinne Brélaz Carole Laubscher
Concierge (Service immeubles, patrimoine et logistique) :	Michel Morgenthaler

### 1.2. Personnel auxiliaire

Cinq auxiliaires rétribués à l'heure par les ACV ont réalisé les travaux suivants :

- M. Acacio Calisto et Mme Michèle Giorgianni ont classé et inventorié plusieurs fonds privés des sections P et PP, dans le cadre du traitement prioritaire de ces fonds en vue des travaux de densification des locaux de stockage des ACV (voir les chapitres 6.2 et 9)

- M. Daniel Guélat a participé à l'inventaire et au conditionnement de plusieurs fonds ; il a surtout contribué d'une façon importante à l'organisation et à la réalisation du déménagement de 7,5 kilomètres linéaires d'archives, nécessaire pour réaliser les travaux de densification des espaces de conservation des ACV

- Mme Evelyne Somparé a été affectée aux travaux de conditionnement et de restauration, liés pour la plupart aux travaux de densification
- M. Jean-Luc Wermeille a assumé la gestion de la bibliothèque (voir le chapitre 7).

Un auxiliaire rémunéré à l'heure par un tiers a pu être employé pour différents travaux de sélection, de classement et d'inventaire d'archives :

- M. Philippe Barras a été chargé des travaux de tri, de sélection en vue de versement ou élimination et de remise en ordre d'archives de différents types d'offices de l'Ordre judiciaire : Justices de paix, Offices de poursuites et faillites, Registre du commerce (voir le chapitre 4.1) ; parallèlement, il a traité aux ACV une partie des volumineuses archives versées par l'Ordre judiciaire les deux années précédentes, en particulier par les Tribunaux d'arrondissement et les Offices de poursuites et faillites; ce travail a été financé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire.

Trois auxiliaires payées à l'heure, Mmes Gisèle Gandillon, Maria Paz et Ana Reyes de Sanchez, ont secondé le concierge dans ses tâches d'entretien (budget du Service immeubles, patrimoine et logistique).

Dans le cadre de divers programmes d'emploi temporaire subventionné ou de stages de réinsertion professionnelle, les ACV ont pu bénéficier, pour des périodes qui ont varié de 2 à 8 mois (dans certains cas, partiellement sur 2006 ou 2008), de la collaboration de 5 personnes, qui ont réalisé des travaux, soit de classement et d'inventaire, soit de saisie informatique, de manutention, de conditionnement et d'étiquetage : Mmes et MM. Christian Boland, Mejed Farah, Sébastien Gibas, Claude-Alain Jaussi et Jorge Perez. Une partie de ces travaux était liée à la densification des locaux de stockage des ACV.

MM. Baptiste de Coulon, Simon Lager et Diallo Thierno ont effectué aux ACV des périodes de service civil d'un à quatre mois, pendant lesquelles ils ont effectué des travaux de tri, de classement et d'inventaire de fonds d'archives.

Trois personnes ont exécuté aux ACV des peines de 76 à 160 heures de travaux d'intérêt général (TIG), gérés par la Fondation vaudoise de probation. Elles ont été employées à des travaux de saisie informatique, de classement, de manutention, d'étiquetage et de conditionnement. En outre, un total de 92 jours de travail a été fourni par de nombreux autres « tigestes », recrutés sur une base journalière pour collaborer au déménagement de 7,5 kilomètres linéaires d'archives qui a été nécessaire pour permettre la réalisation des travaux de densification des espaces de conservation des ACV.

Les ACV collaborent à la formation des apprentis Assistants en Information Documentaire (AID) de la Bibliothèque Cantonale et Universitaire de Lausanne (BCU) en les recevant deux mois au cours de leur 2<sup>e</sup> année et 1,5 mois pendant leur 3<sup>e</sup> année, afin de leur fournir l'expérience professionnelle nécessaire à garantir leur polyvalence (l'apprentissage d'AID est commun aux domaines de la bibliothèque, de la documentation et de l'archivistique). A raison de deux personnes par volée, ce sont donc quatre apprentis de la BCU qui sont reçus chaque année par les ACV. En 2007, ce sont Mmes et MM. Claudio Iachini, Jimmy Lextreyt, Céline Porret et Marie Wicht qui ont fait leurs stages d'archivistique dans notre institution.

Huit personnes ont suivi des stages d'initiation professionnelle aux ACV, généralement d'une durée de six mois (dans certains cas, partiellement sur 2006 ou 2008), en vue de leur admission dans différentes filières de formation du domaine de l'information documentaire ou dans le cadre de ces études (notamment la Haute école de gestion de Genève-Département d'information documentaire ou le Certificat d'études supérieures en information documentaire de l'Université de Genève). Suivant des programmes de travail individuels de difficultés croissantes, ces stagiaires ont collaboré aux différents travaux des ACV, principalement le classement des fonds et la création des instruments de recherche, puis ont rédigé seuls de nombreux inventaires de fonds officiels et privés. Il s'agit de Mmes et MM. Vincent Bezençon, Vanessa Bilvin, Caroline Conus, Fabrice Guignard, Marie-Loyse Huser, Gregory Nobs, Juliette Reid et Aurélie Ruffieux.

Six personnes, Mmes et MM. Lisa Bernasconi, Marc Bovet, Marine Miauton, Chantale Onone, Julien Produit et Mirko Verdesca ont participé aux stages d'orientation professionnelle d'une semaine organisés en collaboration par les Archives de la Ville de Lausanne (2 jours), les Archives du Comité international olympique (1 jour) et les ACV (2 jours).

Il faut relever, comme chaque année, que la réalisation d'une part importante des missions des ACV repose sur du personnel auxiliaire et temporaire.

### **1.3. Formation permanente du personnel**

Outre différentes réunions ou visites auxquelles ils ont assisté, organisées notamment par l'Association des archivistes suisses (AAS), l'Association vaudoise des archivistes (AVA) ou le Forum des archivistes de Genève, les membres du personnel des ACV ont suivi les formations suivantes :

- Mme Bellanger, un séminaire de gestion et de communication
- Mme et MM. Conne, Laubscher et Guisolan, un cours sur le logiciel XML Spy
- MM. Conne et Guisolan, un cours sur le logiciel scopeArchiv
- M. Gilliéron, une journée de travail sur la transparence administrative
- M. Guisolan, un séminaire sur l'archivage électronique.

## **2. Bâtiment et équipement**

Le crédit d'ouvrage de 2'171'000 francs voté par le Grand Conseil le 28 mars 2006 a permis la réalisation, attendue depuis plusieurs années, de la première étape de la densification des espaces de conservation des ACV. Les travaux ont eu lieu pour l'essentiel tout au long de l'année 2007 et ont permis d'étendre de 32 à 40 kilomètres linéaires de documents la capacité d'accueil des ACV. Pour plus de détails, voir le chapitre 9.

### **3. Informatique**

En janvier, les ACV ont fait l'acquisition de trois licences du logiciel Altova XML-Spy, un éditeur XML.

Le 19 février, la base de données DAVEL (pour Description des Archives cantonales Vaudoises sous une forme ELelectronique), encore sur le système de gestion Livelink Collections Server (anciennement BASIS-Plus), a été modifiée afin d'être plus en conformité avec la norme internationale de description archivistique ISAD(G).

Au printemps, une étude a été faite pour la conversion et la récupération, dans DAVEL ou dans le système qui lui succédera, de l'intégralité des inventaires des ACV, manuscrits, dactylographiés et sur traitement de texte. Cette étude a été intégrée au périmètre de l'appel d'offres pour un nouveau système de gestion (voir ci-dessous), avec pour objectif de pouvoir mettre en ligne toutes les données qui figurent dans tous les inventaires des ACV, quelle que soit la date de rédaction de ceux-ci. Elle se fonde sur le principe que les inventaires rédigés avant l'apparition de l'informatique, ainsi que tous ceux qui ne sont pas structurés conformément aux normes actuelles, seront autant que possible récupérés par des procédures plus ou moins automatisées, mais ne seront pas ressaisies.

Suite à cette étude, tous les inventaires des ACV existant sous forme de traitement de texte et susceptibles d'être repris semi-automatiquement dans la base de données, sont systématiquement passés en revue et font l'objet de corrections formelles destinées à faciliter ce futur traitement. L'essentiel de l'effort est donc porté avant la migration des données plutôt qu'après.

Enfin et surtout, suite à un appel d'offres, un contrat a été signé le 1<sup>er</sup> novembre avec la maison Scope Solutions A.G. pour l'acquisition et l'installation d'un nouveau système de gestion et de description des archives, scopeArchiv, déjà utilisé par les Archives fédérales suisses, 11 autres Archives cantonales et de nombreuses autres entreprises publiques et privées suisses et européennes. Ce système reprendra et gèrera à la fois les informations de DAVEL et celles de PANORAMA (Inventaire général des Archives communales vaudoises avant 1961). Ce sont la contrainte de diffuser les données sur Internet et le souci de la Direction des systèmes d'information de faire entrer toutes les applications métiers de l'administration cantonale vaudoise dans des produits standard qui ont justifié cette nouvelle approche en matière informatique.

*Notices créées dans la base de données : voir le chapitre 6.5.*

*Consultation sur le site Internet des ACV : voir le chapitre 11.3.*

### **4. Relations avec les producteurs d'archives**

#### **4.1. Relations avec l'administration cantonale**

*Visites* : 129 (185) visites ont été effectuées dans les services et offices de l'administration cantonale, soit un retour à la moyenne de ces dernières années après le chiffre record de 2006. Elles ont une fois encore concerné principalement l'Ordre judiciaire, où les archivistes se sont rendus à 64 reprises (dont 50 fois dans des Justices de paix).

Le Département des institutions et des relations extérieures (devenu en cours d'année le Département de l'intérieur) a reçu 22 visites, dont 13 aux préfectures en prévision de la réorganisation territoriale de 2008 (passage de 19 à 10 districts) et le Département de la formation et de la jeunesse (devenu le Département de la formation, de la jeunesse et de la culture) 17 visites.

*Directives et formations* : en application des *Directives pour la gestion des archives*, approuvées par le Conseil d'Etat, tous les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois doivent désigner un « préposé à la gestion des archives » parmi les membres de leur personnel. Les ACV ont conçu pour ces préposés une formation spécifique de deux jours, avec un important support de cours intégrant de nombreux modèles et documents de référence. Les 15 et 16 mai, 10 personnes ont suivi ce séminaire, animé par MM. Coutaz, Gilliéron, Conne et Guisolan. La formation des préposés à la gestion des archives, initiée en mai 2004, est ainsi temporairement achevée : elle a concerné 90 préposé(e)s de l'administration cantonale et 47 de l'Ordre judiciaire. Bien entendu, du fait des mutations qui interviendront nécessairement dans les services, des séances de formation des nouveaux préposés devront être mises sur pied, à des intervalles qui seront déterminés par la demande. Une réunion aux ACV de tous les préposés, le 23 octobre, a marqué cette étape et entamé l'action qui lui succède logiquement, la promotion des calendriers de conservation : voir ci-dessous.

Par ailleurs, les ACV donnent depuis 1997, dans le cadre du Centre d'éducation permanente pour la fonction publique (CEP), un séminaire de deux jours intitulé *Principes et méthodes de gestion des documents*, qui est ouvert à toute personne intéressée mais qui constitue en même temps un préalable à l'inscription au cours spécifique pour les préposés à la gestion des archives. Cette année, ce séminaire a été donné les 2 et 3 mai, par MM. Coutaz, Gilliéron et Guisolan. Il a été suivi par 12 personnes, dont une majorité ont suivi peu après la formation spécifique pour les préposés.

Les pages réservées aux ACV sur l'Intranet de l'Etat de Vaud sont un vecteur essentiel de la communication avec les préposés. Elles ont donc été considérablement développées cette année, notamment par la mise en ligne d'une version adaptée du support de cours, qui s'ajoute aux directives, aux formulaires et à la documentation déjà présents.

*Instruments de gestion des documents* : l'optimisation de la gestion des archives, en particulier de leur tri, puis de leur élimination ou versement aux ACV, passe par la rédaction de « calendriers de conservation » (listes des documents produits ou reçus, avec indication du délai de conservation et du sort final), effectuée en collaboration par les services ou offices producteurs et les ACV. Une part importante des relations des ACV avec les différents secteurs de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire est donc consacrée à la promotion de ces instruments de gestion des archives. Afin d'accélérer et de systématiser leur création et leur mise en oeuvre par les services, les ACV ont réuni dans leurs locaux, le matin du 23 octobre, l'ensemble des préposés à la gestion des archives de l'administration, certains accompagnés par un de leurs cadres, soit un peu plus de 100 personnes. Elles ont rappelé les principes régissant la rédaction et l'application des calendriers de conservation, présenté des expériences concrètes de réalisation, ainsi que l'état actuel de leur diffusion dans les services (très insuffisant, seul un quart environ des secteurs en étant pourvu, sauf dans l'Ordre judiciaire, où une action suivie depuis 2001 a permis d'atteindre une proportion de deux-tiers environ). Le chef du département de l'intérieur et le chancelier

d'Etat ont appuyé cette initiative par leur présence. Cette démarche a rapidement eu des suites concrètes et positives, cinq services ou offices ayant contacté peu après les ACV afin d'entamer la rédaction d'un calendrier de conservation.

Des calendriers de conservation ont été adoptés, cette année, pour : l'Office du personnel enseignant ; la Direction générale de l'enseignement obligatoire (Direction générale ; Direction administrative et financière ; Direction organisation et planification [nouvelle version]) ; les établissements de la scolarité obligatoire ; le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire ; les Justices de paix (nouvelle version). Des projets sont en cours d'élaboration, voire d'approbation, pour plusieurs autres secteurs de l'administration et de l'Ordre judiciaire.

*Opérations spéciales* : en prévision de la réorganisation des districts et donc des préfectures qu'entraînera l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2008 de la loi sur le découpage territorial (LDecTer : passage de 19 à 10 districts), une opération de tri systématique de toutes les archives conservées par les préfectures actuelles a été menée en 2006 et 2007, en vue d'éliminer ou de verser aux ACV tout ce qui pouvait l'être, le solde devant être transféré aux nouveaux sièges (ou demeurer sur place, pour les préfectures qui subsisteront et conserveront leurs anciens locaux). Cette action a été réalisée par un collaborateur du Service des communes et des relations institutionnelles (SeCRI), formé et encadré par un archiviste des ACV, M. Pictet ; elle a déjà occasionné le versement de 75 mètres linéaires (m.l.) d'archives, le solde des versements étant agendé à fin février 2008.

Les opérations de traitement systématique de certains types d'archives de l'Ordre judiciaire par l'intervention d'un archiviste mandaté et payé par le Secrétariat général de l'Ordre judiciaire, encadré et soutenu par les ACV, ont pu être poursuivies cette année encore. Le travail a porté en premier lieu sur l'achèvement du tri et du reclassement, entamé en 2006, des volumineuses archives des 63 ex-Justices de paix de cercle dont ont hérité, entre 2003 et 2004, les nouvelles Justices de paix de district, actuellement regroupées en 8 ressorts. Plus de deux mois à plein temps ont été nécessaires pour traiter le dernier office, où les carences de la gestion de ces documents par les anciennes instances entraînaient d'énormes pertes de temps lors des recherches de documents, voire l'échec pur et simple de celles-ci. Le mandataire a systématiquement passé en revue ces archives, recherché et regroupé les séries essentielles (procès-verbaux des affaires de tutelles et de successions, testaments), préparé la reliure de 275 volumes de procès-verbaux, relié lui-même en onglets 67 volumes de testaments (environ 4'500 testaments). Il est par ailleurs intervenu dans plusieurs offices de poursuites et faillites pour y effectuer des tris et préparer des éliminations, en prévision notamment de déménagements entraînés par la future réorganisation de ce domaine. Il a aussi travaillé dans les locaux d'archives du Registre du commerce, à Moudon : le recensement précis de leur contenu, puis le repérage et l'élimination de tous les documents périmés, enfin la préparation du versement de près de 150 m.l., reçus aux ACV fin novembre, permettront à cet office d'évacuer prochainement l'un de ses deux dépôts et de réorganiser rationnellement celui qu'il conserve.

Parallèlement, le mandataire a poursuivi, aux ACV, le classement et l'inventaire des centaines de mètres de documents de l'Ordre judiciaire versés ces dernières années dans le cadre de ces opérations, afin de permettre leur consultation.



*Divers* : les autres contacts avec les détenteurs d'archives ont essentiellement eu pour objet des conseils d'organisation et la préparation d'éliminations ou de versements.

*Eliminations* : les ACV ont autorisé les services ou offices de l'administration cantonale et de l'Ordre judiciaire à éliminer 2'396 (3'204) m.l. d'archives dont le délai d'utilité administrative ou juridique était écoulé et dont l'intérêt historique ne justifiait pas le versement. Ces éliminations sont protocolées dans des bordereaux ad hoc.

#### **4.2. Relations avec les communes**

Les ACV fournissent conseils et assistance aux personnes en charge des archives des communes. Dans ce cadre, 7 (13) visites ont été effectuées sur place.

Le cours d'une demi-journée destiné aux secrétaires municipaux du canton, créé en 2005 et intitulé « Gérer les archives courantes et intermédiaires », a été donné à 8 reprises en 2007 par M. Pictet. 141 personnes, représentant 124 communes, l'ont suivi. Un support de cours détaillé, élaboré aux ACV, a été remis à chaque participant.

De nombreux documents, dont un *Guide pratique de gestion des Archives communales vaudoises* et un modèle de *Plan de classement de l'administration communale*, avec le mode d'emploi pour en réaliser un, sont mis à disposition sur le site Internet des ACV. Ils sont destinés principalement aux petites et moyennes communes et ont été réalisés par des représentants des ACV, de l'Association vaudoise des archivistes (AVA) et de l'Association vaudoise des secrétaires municipaux (AVSM) ; ils ont été validés par le Service des communes et des relations institutionnelles. Plusieurs chapitres du *Guide pratique* ont été mis à jour en 2007.

Le Service des communes et des relations institutionnelles (SeCRI) et la Confrérie des préfets vaudois sont régulièrement tenus informés des prestations assurées par les ACV en faveur des communes, généralement en collaboration avec l'AVA et l'AVSM. Le site du SeCRI mentionne l'action des ACV en faveur des communes.

Un cours de paléographie de 3 séances, destiné en premier lieu aux archivistes communaux, a été donné par MM. Pictet et Favez. Il a réuni 29 participants.

#### **4.3. Relations avec les particuliers et les institutions de droit privé**

30 (23) visites ont été effectuées auprès de personnes privées physiques ou morales détentrices de fonds d'archives, en vue d'une donation ou d'un dépôt ou afin de les conseiller en matière de classement et de conservation. Il est à noter que 14 de ces visites, impliquant à chaque fois deux archivistes, ont concerné la préparation de la donation du fonds photographique 1960-1998 d'Edipresse (voir le chapitre 5.2).

Comme chaque année, ces contacts ont concerné des archives de natures très diverses (personnelles, familiales, d'associations, de fondations, d'entreprises) et relatives à des domaines très variés (politique, social, économique, culturel, sportif, etc.). Ils ont en majorité déjà débouché sur des donations ou dépôts : voir le chapitre 5.2.

## **5. Accroissement des fonds d'archives**

Les capacités d'accueil d'archives, qui étaient tombées à un niveau préoccupant, sont à nouveau garanties pour quelques années, grâce à la réalisation en 2007 de la plus grande partie de la première étape de la densification des locaux de stockage des ACV : voir le chapitre 9.

Ce répit ne sera cependant que temporaire, car il faudra, ces prochaines années, non seulement accueillir les versements annuels « normaux » (de l'ordre de 660 m.l. en moyenne, fonds officiels et privés additionnés), mais aussi absorber progressivement l'arriéré de versements stocké dans les services de l'administration, ainsi que le kilomètre linéaire provisoirement entreposé sur palettes dans le dépôt annexe loué à Renens.

### **5.1. Versements d'archives publiques**

30 (13) services ou offices de l'administration ou de l'Ordre judiciaire ont procédé à 51 (18) versements, totalisant 330 (92) m.l. Les trois-quarts de ces documents ont été versés durant les cinq dernières semaines de l'année, soit aussitôt que l'avancement des travaux de densification a permis aux ACV de recevoir à nouveau des quantités importantes. Un frein sévère avait en effet dû être imposé aux entrées dès le début de l'année 2006, afin de pouvoir disposer des quelques espaces libres restants pour l'absorption des documents évacués des cellules successivement vidées puis équipées des nouvelles installations. Cet embargo temporaire avait placé certains services saturés dans une situation délicate.

Les versements officiels provenaient de :

*Autorités politiques :*

- Néant

*Département de la sécurité et de l'environnement :*

- Police cantonale : sélection de dossiers d'affaires, env. 1956-1994 (SB 147, complément) ; journaux de la Centrale d'engagement et de transmission, dossiers sélectionnés d'accidents de la circulation 1968-1996 (SB 162, complément)

*Département de la formation et de la jeunesse (puis Département de la formation, de la jeunesse et de la culture) :*

- ex-Délégué à la prévention des mauvais traitements envers les enfants : archives env. 1970-2007 (SB 169)
- ex-Service de l'enseignement secondaire : registres d'états de service du personnel enseignant, 1850-1969 (S 32, complément)
- ex-Service de l'enseignement secondaire supérieur et de la formation : archives du Service 1935-2004 (essentiellement 1976-2000), concernant principalement les différentes filières de formation pédagogique (SB 168)

*Département des institutions et des relations extérieures (puis Département de l'intérieur) :*

- Préfectures : archives (correspondance, rapports au Conseil d'Etat, inspection des communes, commissions de conciliation, contrôle des prix, patentes, etc.) de 18 préfec-

tures sur 19 (sauf Lausanne : versement en février 2008), fin 19<sup>e</sup> s.-début 21<sup>e</sup> s. (SB 171 à SB 188)

- Notaires du canton de Vaud : onglets et registres d'un notaire ayant cessé ses fonctions, 1937-1991 (SB 109)
- ex-Office cantonal de contrôle des habitants et de police des étrangers : 13 dossiers d'étrangers « réfractaires », « insoumis » ou « déserteurs » entrés en Suisse de 1894 à 1949 (SB 156, complément)

*Département de la santé et de l'action sociale :*

- Néant

*Département de l'économie :*

- Néant

*Département des infrastructures :*

- ex-Service du cadastre et du registre foncier : plans cadastraux touchant diverses communes de La Côte et du pied du Jura (SB 28, complément)
- Service immobilier, patrimoine et logistique : documents relatifs à la Cathédrale de Lausanne (rapports historiques et techniques, procès-verbaux, études, publications, etc.), 1975-2006 (SB 52, complément)

*Département des finances (puis Département des finances et des relations extérieures) :*

- Registre foncier du district de Nyon : registres cadastraux, 1896-1962 (SB 170)

*Ordre judiciaire :*

- ex-Tribunal de district de Vevey : dossier pénal de l'affaire du vol du cercueil de Charlie Chaplin, 1978-1980 (SC 155, complément)
- Tribunal des mineurs : sélection de dossiers des causes, 1976 (SC 5, complément)
- Office cantonal du registre du commerce : dossiers des 19 ex-Registres du commerce de district relatifs aux sociétés, associations, fondations, etc. radiées de 1989/1990 à 2000 (SC 174 à SC 192) ; pièces justificatives des inscriptions des 19 ex-Registres du commerce de district, env. 1900-1973 (SC 193)

*Communes :*

- Des arrêtés du Conseil d'Etat des 22 janvier 1946, 10 avril 1959 et 13 août 2001 prévoient le versement aux ACV des anciens registres de notaires, de cours de justice et de consistoires, des anciens terriers et des plans cadastraux jusqu'à leur numérisation. En 2007, les ACV ont reçu à ce titre deux volumes de plans, de 49 et 32 folios, concernant la ville et territoire de Rolle et datant de 1693, respectivement 1779 (Gb 336 c et d)

## **5.2. Entrées d'archives privées et para-administratives**

53 (52) entrées, concernant 42 (43) fonds différents, dont 18 (26) nouveaux, ont totalisé 251 (120) m.l. (les documents isolés placés dans les collections de documents P 1000 et P 2000 ne sont pas comptés). La forte augmentation du métrage reçu est entièrement due à

l'acquisition des deux très riches fonds Jack Rollan (PP 881, 80 m.l.) et Edipresse Publications SA (PP 886, env. 100 m.l. en l'état) ; celui-ci est certainement appelé à devenir très vite l'un des plus consultés des ACV. Les entrées de ceux de la Fondation Alice Bailly (PP 879), de la Fédération romande de la presse (PP 888) et de la Fédération romande de la publicité (PP 889) sont également à mettre en exergue.

Parmi les entrées de l'année, il faut signaler en particulier :

- Les archives de la Commission foncière III : études juridiques, procès-verbaux, correspondance, dossiers d'affaires sélectionnés, etc., 1981-1995 (N 12)
- Des compléments du fonds de l'ancien architecte cantonal Jean-Pierre Vouga : diapositives de ses nombreux voyages à l'étranger (Europe, Russie, Géorgie, Amérique du Nord et Centrale), 1953-1988 (P Vouga)
- Un tableau généalogique de la famille Mandrot, d'Yverdon, du 16<sup>e</sup> s. à 1848, attribuable au pasteur Siméon Olivier (P 1000/151)
- Un ensemble de 118 documents datant de 1434 à 1805, acquis par voie d'enchères à l'Hôtel Drouot, à Paris, concernant principalement la région de La Côte et contenant en particulier une carte imprimée de la République helvétique par Mallet, datant de 1802 (P 1000/152-155)
- Des compléments du fonds du graphiste Pierre Bataillard : publications diverses, dossiers relatifs aux réalisations de son atelier, env. 1980-2000 (PP 478)
- Un complément du fonds de l'Association vaudoise des amis de l'Orchestre de la Suisse romande : programmes, rapports, questionnaires, etc., 1931-2006 (PP 517)
- Des compléments du fonds Claude Cantini : articles pour le Libre Penseur, documentation rassemblée et articles rédigés sur les principaux mouvements sociaux et politiques du 20<sup>e</sup> s. (PP 569)
- Un complément du fonds de la Société d'étudiants Helvétia, Section vaudoise : documents ayant servi à la rédaction du Livre d'Or 1847-1982, chansonniers et autres imprimés, documents sur la Maison helvétique et sur les assemblées générales, photographies, listes de membres, etc., 1849-1987 (PP 760)
- Un complément du fonds Maillefer SA : documentation photographique et écrite sur les produits de l'entreprise, catalogues des machines, historiques, etc., 1930-1997 (PP 837)
- Un complément du fonds de la Maison des artistes, créée en 1922 par Hélène de Mandrot au château de La Sarraz : correspondance, photographies, dossiers des expositions, etc., 1921-1981 (PP 869)
- Un complément du fonds du Groupement des dirigeants et cadres d'entreprises : comptes rendus de visites d'entreprises en Suisse romande, avec la documentation reçue, 1996-2006 (PP 875)
- Des compléments du fonds de la Croix de Camargue, groupe de chant animé par Alain Burnand : lettres du mois, scénarios, affiches de concerts, cahiers de tournées, articles de presse, photographies, 1959-1984 (PP 877)
- Le fonds Roger-Charles Logoz, contenant essentiellement une très abondante documentation datant de 1953-1974 et relative à sa thèse, ainsi qu'à d'autres projets de publications sur le pape Clément VII d'Avignon et le Grand Schisme (1378-1394), les clercs et églises des diocèses de Genève, Lausanne et Sion, etc. (PP 878)

- Le fonds de la Fondation Alice Bailly : statuts, inventaires des oeuvres, catalogues d'expositions, affiches, photographies, correspondance, etc., 1946-1996 (PP 879)
- Le fonds de Jacques Plomb, dit Jack Rollan, chansonnier, fantaisiste, chroniqueur, organisateur de spectacles, fondateur en 1946 de la Chaîne du bonheur : textes publiés et projets, partitions, photographies, correspondance, disques et autres enregistrements, documentation, dossiers, affiches, argus de la presse, collections du « Bonjour », lettres d'injure, etc. env. 1850-2005 (PP 881)
- Un fonds Maurice Veillard, premier juge vaudois de l'enfance : cahiers de notes et documentation jointe, 1942-1977 (publiés en 2007 sous le titre « Crapauds de gamins. Notes d'un juge de l'enfance. 1942-1977 ») (PP 883)
- Le fonds Edipresse Publications SA : sélection de dossiers de photographies (principalement tirages noir-blanc et diapositives couleur, également négatifs noir-blanc) de l'immense fonds photographiques 1960-1998 d'Edipresse, éditeur des principaux journaux vaudois ; la partie recueillie est constituée des dossiers relatifs au canton de Vaud et à Lausanne, tous sujets confondus (territoire, personnes, institutions, thèmes, événements, etc.), ainsi que du fonds du photographe Jean-Pierre Grisel et d'autres dossiers de photographies de provenance diverse ; cette donation fait suite à la décision d'Edipresse de se défaire de son fonds, après numérisation d'une partie de celui-ci ; elle représente en l'état env. 100 mètres linéaires (soit plusieurs milliers de dossiers), qui pourront être rendus accessibles au public au printemps 2007, après l'installation dans une cellule d'un ameublement mobile spécialement destiné à les recevoir, puis leur reclassement (PP 886)
- Le fonds de la Fédération romande de la presse, fondée à Lausanne en 1920 : procès-verbaux, circulaires, correspondance, dossiers de membres, dossiers d'affaires (notamment : commission paritaire, convention collective de travail, tarifs, conception globale des médias, aide à la presse, protection des données, droit d'auteur, 75<sup>e</sup> anniversaire), documents financiers, bulletin, etc., 1920-1997 (PP 888)
- Le fonds de la Fédération romande de la publicité : procès-verbaux, dossiers d'affaires, dossiers de formation, listes de membres, correspondance, publications, dossier du 25<sup>e</sup> anniversaire en 1953, etc., 1920-1997 (PP 889)
- Un fonds de la Conférence romande des travaux publics (CRTP) : procès-verbaux des rencontres annuelles, photographies, programmes, articles de presse, 1908-1981 (PP 890)
- Un fonds du pasteur Samuel Dubuis : travaux de recherches documentaires sur les pasteurs de l'Eglise réformée du canton de Vaud, en vue d'une publication finalement non aboutie avec l'historien Gilbert Baechtold ; principalement biographies de pasteurs, correspondance, notes, 1842-2002 (PP 892)
- Un fonds Pierre Jeanneret : documentation réunie dans le cadre de ses recherches et publications sur les partis socialiste et communiste, en Suisse et dans le canton de Vaud, 1922-2006 (PP 893)
- Le fonds de la Confrérie des préfets vaudois : statuts, cahiers des charges, procès-verbaux, correspondance, séminaires, notices biographiques, etc., 1832-2004 (PP 894)

Parmi les fonds non cités, on en trouve en particulier qui concernent les personnes ou familles suivantes : Bonnard, Choisy (Henri), Dufour, Forney (Rodolphe), Freudreich, Gachet, Le Gras, Marrel, Martheray (du), Pasche (Oscar et Marcel), Payot (Pierre), Payot,

Rochat, Ruchonnet (Ernest), Subilia, Treytorrens (de), van Muyden (Arnold), Villars (Jean, dit Gilles) ou encore les associations, institutions ou entreprises suivantes : Armoiries Jayet-Châtelain successeur, Belles-Lettres, Dubas (Charles), Comité international pour la dignité de l'enfance, Eglise Ecossoise de Lausanne, Le Bon Départ-Association suisse pour la rééducation psychomotrice de l'enfant-Lausanne, Reformiertes Töchterinstitut de Lucens.

## **6. Classement d'archives et création d'instruments de recherche**

102 (157) inventaires ou répertoires numériques nouveaux ont été réalisés ou achevés (31 de versements officiels, 69 de fonds para-administratifs ou privés, 2 de fonds anciens), totalisant 3'725 (5'959) pages.

54 (24) inventaires ou répertoires numériques existants ont été remaniés et complétés, totalisant 729 (1'995) pages.

La baisse de la production d'inventaires n'est pas surprenante : elle avait énormément augmenté les trois années précédentes, du fait de l'effort porté sur l'inventorisation d'un maximum de fonds, en particulier les plus anciennement arrivés aux ACV, en prévision des déménagements et réorganisations de sections entières prévus dans le cadre des travaux de densification : il s'agissait, dans toute la mesure du possible, de ne déplacer que des sections ou sous-sections entièrement classées, inventoriées et conditionnées, donc dont les dimensions ne varieraient plus, cela afin d'optimiser l'utilisation des coûteux nouveaux espaces de conservation. Ce but a été atteint vers le milieu de l'année, juste à temps pour les premiers transports. La production d'inventaires a ensuite nettement baissé, les archivistes étant accaparés par l'organisation et la réalisation des transferts, et l'effectif d'auxiliaires restructuré (priorité a été donnée à l'engagement temporaire de manutentionnaires plutôt que de rédacteurs d'inventaires).

Le traitement des fonds (classement et inventaire, mais aussi conditionnement, étiquetage et rangement) demeure fortement tributaires du travail des nombreux stagiaires, auxiliaires, civilistes, mandataires, « tigestes » (personnes effectuant un travail d'intérêt général), etc., qui travaillent chaque année aux ACV, sous la supervision des archivistes et des autres membres du personnel fixe de l'institution. En 2007, ils ont été 24, qui ont représenté l'équivalent de 7,50 ETP (équivalent temps plein) au total, sans compter 92 jours de travaux de déménagement fournis par des tigestes dans le cadre de la densification.

### Etat du classement des fonds et versements :

<i>Section ou sous-section</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2007</i>		<i>Inventoriés au 1.3.2008</i>		<i>Evolu- tion sur un an</i>
<i>Cote</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>Nombre</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
N	Archives para-administratives	8 / 10	80	8 / 10	80	0
P (close)	Fonds privés	848 / 858	99	858 / 858	100	+ 1
PP	Fonds privés	802 / 878	91	842 / 897	94	+ 3

S (close)	Archives officielles, entrées de 1985 à 1995	208 / 274	76	212 / 275	77	+ 1
SA	Grand Conseil	4 / 4	100	4 / 4	100	0
SB	Conseil d'Etat et départements	118 / 168	70	137 / 189	72	+ 2
SC	Ordre judiciaire	78 / 173	45	115 / 193	60	+ 15
SD	Constituante	1 / 1	100	1 / 1	100	0
<b>Total</b>		<b>2067 / 2367</b>	<b>87</b>	<b>2177 / 2427</b>	<b>90</b>	<b>+ 3</b>
<b>Arriéré</b>		<b>300</b>		<b>250</b>		

*Remarques :*

1) Cette statistique ne porte que sur les archives officielles dès 1803 classées par provenance (sous-sections S [close], SA, SB, SC, SD), ainsi que sur les archives para-administratives (section N) et privées (sous-sections P [close] et PP). Elle ne tient pas compte des archives anciennes et des collections (sections A à J et M, en principe entièrement inventoriées sauf C [ parchemins ] et M [ sceaux ]), ni des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K [close], dont l'inventorisation intégrale vient d'être achevée).

2) Dans les colonnes « nombre », le premier chiffre représente les fonds ou versements inventoriés (ou, exceptionnellement, entièrement éliminés après réévaluation ou transférés dans un autre fonds ou versement), le second chiffre correspondant au total de ceux qui ont été reçus par les ACV. Pour les sections ouvertes, ce dernier chiffre augmente en fonction des entrées. Les compléments d'inventaires (qui sont fréquents pour les fonds para-administratifs et privés) ne sont pas pris en compte.

3) Les chiffres sont arrêtés à la date de fin de la révision annuelle (soit à la mi-mars en principe) et non au 1<sup>er</sup> janvier, ce qui explique les divergences parfois importantes qui peuvent exister par rapport aux nombres de fonds ou versements reçus (chapitre 5) et d'inventaires réalisés (chapitre 6).

Le gain dans la proportion des fonds ou versements inventoriés signifie qu'en plus de l'équivalent des entrées de l'année, une part de l'arriéré a à nouveau pu être rattrapée. L'inventorisation à 100 % des fonds privés de la sous-section close P alphabétique (fonds privés) et de la section close K (fonds officiels) était un objectif poursuivi depuis plusieurs années.

## **6.1. Nouveaux inventaires de versements officiels**

La priorité en matière d'inventorisation des versements officiels a concerné l'achèvement de la section K (close en 1985, contenant tous les versements de l'administration et de l'Ordre judiciaire vaudois dès 1803 effectués jusqu'à cette date). Toutes les parts non traitées des sous-sections K I à K XIX ayant été terminées en 2006, restait l'abondante sous-section K XX (archives des offices des poursuites et faillites [OPF]), qui a pu être achevée à l'été. Par souci de cohérence, les 16 autres versements d'OPF non-classés entrés après 1985 et conservés dans les sections S ou SC ont ensuite été inventoriés suivant le même schéma standardisé. A part cela, seuls deux autres versements officiels ont été traités, l'effort principal ayant été porté sur les fonds privés des sections P et PP (voir le chapitre 6.2).

Les nouveaux inventaires disponibles sont :

- K XX aa ; K XX ab ; K XX ac ; K XX d ; K XX e ; K XX g ; K XX h ; K XX k ; K XX m ; K XX n ; K XX sa ; K XX sb ; K XX t : Offices des poursuites et faillites de : Aigle ; Bex ; Les Ormonts ; Cossonay ; Echallens ; Lausanne ; La Vallée ; Morges ; Nyon ; Orbe ; Vevey ; Montreux ; Yverdon : principalement sélections de dossiers de faillites et de sursis concordataires, également registres de poursuites, de saisies, d'engagement du bétail, etc., 1892-1970 env.
- S 168 ; S 169 ; S 249 : Offices des poursuites de Lausanne-Est et de Lausanne-Ouest : sélections de documents de poursuites 1948-1978 et 1953-1980 ; Office des poursuites et faillites de Lavaux : sélection de dossiers de faillites et de sursis concordataires, sélection de documents de poursuites, 1931-1988
- SC 6 ; SC 8 ; SC 12 ; SC 22 ; SC 36 ; SC 66 ; SC 132 ; SC 133 ; SC 139 ; SC 140 ; SC 141 ; SC 142 ; SC 143 : Offices des poursuites et faillites de : La Vallée ; Morges ; Moudon-Oron ; Avenches ; Yverdon ; Cossonay ; Nyon ; Aubonne ; Aigle ; Pays-d'Enhaut ; Montreux ; Vevey ; Lavaux : essentiellement sélections de dossiers de faillites et de sursis concordataires, 1940-1990 environ
- SB 62 : Ecole et stations agricoles de Grange-Verney (Moudon) : documentation historique sur le domaine et l'école, couvrant la période 1565-1965
- SC 30 : Tribunal de district de Nyon : registres civils et pénaux, 1898-1960.

## **6.2. Nouveaux inventaires de fonds privés ou para-administratifs**

Comme les deux années précédentes, l'accent essentiel en matière d'inventaire a porté en 2007 sur les fonds privés des sous-sections P alphabétique et PP numérique. L'objectif, fixé il y a plusieurs années, d'achever entièrement l'inventaire des 858 fonds de la sous-section P alphabétique, close en 1979, avait été manqué de peu l'année précédente ; il a enfin été atteint au printemps. Par ailleurs, tous les « petits fonds » (quelques boîtes d'archives) et tous les fonds de la sous-section PP numérique jusqu'à la cote PP 516 (donc entrés de 1979 à 1993), quelle que soit leur dimension, ont également pu être inventoriés et conditionnés définitivement. Cette systématique de traitement a notamment permis, lors du transfert dans les nouveaux espaces de conservation densifiés, de rétablir pour de très longues séquences un ordre logique des cotes de provenance (alphabétique ou numérique), ce qui facilite la gestion quotidienne de la consultation.

Parallèlement, une certaine force de travail a été réservée au traitement rapide de plusieurs fonds récemment entrés aux ACV, compte tenu de leur importance et des engagements pris à l'égard des donateurs ou déposants. Dans certains cas, ceux-ci ont alloué une participation financière complète ou partielle au travail de classement, de conditionnement et d'inventaire de leurs fonds ; il en fut ainsi pour les archives de la Société vaudoise des mines et salines de Bex (N 6), celles de la famille de Blonay (PP 637) et celles des Unions chrétiennes féminines vaudoises (PP 860).

L'inventaire des très riches archives de la famille de Blonay (PP 637, 1146-20<sup>e</sup> s., 30 m.l.), réalisé dès 1997 grâce à un financement de celle-ci et sous la direction des ACV, avait été terminé en 2006 (792 p.). Le statut du fonds demeurerait cependant incertain, le projet initial prévoyant sa reprise par la propriétaire après un microfilmage qui n'avait pu être réalisé. Finalement, le 5 octobre 2007, la Fondation du Château de Blonay et les ACV ont signé une convention de dépôt qui prévoit le maintien au moins temporaire du fonds



dans notre institution, où il pourra être consulté pour des recherches universitaires, sur autorisation écrite de la déposante.

Parmi les inventaires réalisés, sont à signaler en particulier :

- P Cuenod-Chavannes : correspondance, mémoires, dessins et autres documents concernant la famille Chavannes, de Vevey (qui comprit notamment plusieurs pasteurs et pédagogues) et les familles alliées, 1722-1978
- P Curchod (Dapples) : archives concernant principalement Edouard Dapples (1807-1887), qui fut syndic de Lausanne, député, conseiller national, un des acteurs importants de la crise des années 1850 entre Vaud et Lausanne à propos du tracé du chemin de fer, 1626-1889
- P Dufour (Pierre) : archives concernant cette famille originaire du Châtelard (Montreux), notamment le célèbre ophtalmologue Marc Dufour (1843-1910) et d'autres représentants du monde médical et scientifique, 1725-2000
- P Exchaquet : fonds de cette famille, originaire d'Annecy puis de Pompaples, Orny, Aubonne, selon les branches, 1573-1990
- P Favey : correspondance, notes historiques et autres documents de Georges-Henri Favey (1847-1919), avocat, professeur de droit à l'Université de Lausanne, juge fédéral, historien, 1473-1920
- P Jaïn : correspondance, comptabilité, documents fonciers, journaux intimes, notes biographiques, etc. concernant cette importante famille de Morges (qui compta notamment Gamaliel-Benjamin, administrateur du canton du Léman sous la République helvétique), 1526-1971
- P Larguier des Bancelles : correspondance, actes juridiques, mémoires, poèmes, dessins, plans, etc. concernant cette famille protestante du Sud de la France établie à Lausanne et dans la région à la toute fin du 18<sup>e</sup> s., 1335-1942
- PP 223 : Epicerie Rochat : série pratiquement continue, sur 60 ans et 149 classeurs, des factures des fournisseurs de cette épicerie-mercerie-droguerie de Saint-Prex, ainsi que correspondance et registres de comptes, 1918-1978
- PP 245 : Bersier (Charles) : dossiers (comptes et correspondance) 1938-1946 des clients de ce notaire de Payerne, qui fut notaire de 1893 à 1931, puis préfet de 1931 à 1937 et à nouveau notaire de 1938 à 1946
- PP 286 : Chantre (Marc-Edmond) : archives et documentation rassemblées par ce sympathisant fasciste et militant anti-communiste (1918-1986), en particulier archives du Comité suisse d'action civique, actif principalement dans la fourniture de renseignements sur les organisations et personnes supposées communistes ou subversives, le mouchardage des militants de gauche auprès des chefs d'entreprise et la dénonciation des « intellectuels communistes » actifs dans la presse et le monde culturel, 1925-1971
- PP 301 : Tunnel du Grand-Saint-Bernard : procès-verbaux, plans, correspondance, documentation technique, rapports, etc. relatifs aux sociétés qui ont construit puis exploité le tunnel (Commission suisse pour un tunnel routier transalpin italo-suisse, Société italienne de travail pour le tunnel du Grand-Saint-Bernard, Tunnel du Grand-Saint-Bernard SA, Société italo-suisse d'exploitation), rassemblés par Robert Campiche, 1946-1989

- PP 388 : Société vaudoise d'histoire et d'archéologie – Legs Robert Nicolet : vaste documentation réunie par ce dessinateur-architecte et peintre (1907-1991), relative à la Suisse et au canton de Vaud en particulier (beaux-arts, traditions et folklore, arts du spectacle, architecture, archéologie, paysages), 1801-1991
- PP 421 : Société biblique auxiliaire du canton de Vaud : correspondance, procès-verbaux, comptes et documents divers relatifs à cette société fondée dans le but de répandre les Saintes Ecritures, 1898-1982
- PP 438 : Eglise évangélique méthodiste : procès-verbaux, listes de membres, correspondance, documents et dossiers relatifs à la vie paroissiale, etc. des paroisses de Lausanne et de Vevey, 1856-1993
- PP 447 : Rochat-Golay (Henri et Elie) : archives 1895-1962, en particulier comptabilité et correspondance, de la fromagerie d'Henri Rochat-Golay (1866-1954), au Pont (Vallée de Joux) ; également copie-lettres 1924-1927 d'Elie Rochat-Golay, fournisseur d'horlogerie aux Charbonnières, et documents divers 1927-1932 sur la famille Rochat
- PP 470 : Société cantonale des musiques vaudoises : procès-verbaux, correspondance, comptabilité, listes de membres, dossiers des activités, dossiers du centenaire, 1892-1998
- PP 473/100-173 : Société cantonale des chanteurs vaudois : complément 1977-2006 du fonds de la société
- PP 492 : Association cantonale vaudoise des samaritains : documents statutaires, administratifs et comptables, correspondance, etc., 1926-1995
- PP 516/3754-3817 : Eglise évangélique libre du canton de Vaud : archives de l'Eglise libre du Sentier-Brassus, 1816-1974, et documentation relative au Groupe d'Oxford (précurseur du Réarmement moral), 1934-1951 ; complément d'archives de la Fondation des Terreaux, 1875-2001
- PP 540 : The Scots Kirk, Lausanne / Eglise écossaise de Lausanne : correspondance, documents administratifs et relatifs à la vie paroissiale, plans de la chapelle, 1876-1997
- PP 855 : Vuilleumier (famille) : archives de cette famille (comprenant notamment le théologien Henri Vuilleumier) et des familles alliées, en particulier de la famille Thilo, 1815-2007 ; contient notamment une très riche collection d'albums photographiques et de chroniques familiales
- PP 869 : Maison des Artistes : archives de la « Maison des Artistes » fondée en 1922 par Hélène de Mandrot au Château de La Sarraz : correspondance, documents administratifs, livres des hôtes, dossiers d'expositions et de congrès, photographies, etc., 1800-1998
- PP 870 : Gilliard (J.-D. Dominique) : rapports, notes de travail, documentation et photographies relatifs aux bistrotts historiques vaudois, rédigés ou rassemblés pour la publication de « Pintes vaudoises : un patrimoine en péril » (paru en 2005), 1723-2006
- PP 875 : Groupement des dirigeants et cadres d'entreprises : procès-verbaux, circulaires, listes des membres, listes des visites d'entreprises et rencontres, etc., 1950-2006
- PP 876 : Freudenreich (famille de et familles alliées) : correspondance et autres documents concernant le domaine et le château de Monnaz, ainsi que les familles de Golowkin, de Mestral d'Aruffens et de Freudenreich, 1744-2007.

Parmi les nombreux inventaires non cités, on trouve en particulier des fonds relatifs aux familles, sociétés ou collectivités suivantes (ou à certains de leurs représentants) : Bally, Barblan, Bataillard, Bersier, Bosset, Burri, Chapelle de l'Eglise libre de Bex, Charrière de Sévery, Club de Pierredar, Commission pour l'attribution de la Distinction vaudoise d'architecture, de Crousaz, Emery, Forney, Frossard, Gallandat, Glayre, Infirmerie de la Grande Fontaine, Jaccottet, Jasinski, Krayenbühl, de Lerber, Leresche, Magnini, Maillet, Mestral de Begnins, Meyrat, Monod, Muller, Muriset, Nicod, Paroisse catholique d'Echallens, Paroisse catholique de Villars-le-Terroir, Pichard, Ravy, Rivier, Serex, Société catholique romaine de Rumine, Société des troupes de forteresse de Suisse romande, Société vaudoise des chefs de section militaire, Société simple d'étude d'une centrale chaleur-force du Sud-Ouest lausannois, Strickler, Treytorrens, Union chrétiennes féminines vaudoises, Veillard, Veillon, Vulliemin, Werner-Lecoultre, Wullyamoz.

### **6.3. Autres nouveaux inventaires et instruments de recherche**

Section C (parchemins et papiers) : C XXI 58 (échantillon de reliures anciennes de registres paroissiaux, 1617-1789) ; C XXI 59-61 (fragments de documents anciens ayant généralement servi de reliure et récupérés lors de la restauration des registres concernés, 1536-1740).

Afin de faciliter les recherches dans les fonds volumineux et complexes du Cadastre et du Registre foncier, un « Guide de consultation » spécifique a été réalisé pour chacun de ces deux domaines et mis à la disposition des lecteurs en salle de travail. Il s'agit de dossiers de format A3, d'une trentaine de pages, qui exposent en détail et avec des exemples illustrés les marches à suivre pour trouver et interpréter les informations dans ces documents souvent techniques et difficiles d'abord.

### **6.4. Autres travaux de classement et d'inventaire**

La sous-section Ec, longue de 108 m.l. et qui regroupe les pièces justificatives de l'Etat-civil de la période 1821-1875 (avec quelques extensions temporelles), est conservée aux ACV depuis le début du 20<sup>e</sup> s. sans instrument de recherche adapté (les recherches éventuelles sont faites par les archivistes, sur la base des indications figurant dans les registres correspondants). Un programme de travail, confié à des civilistes, a démarré cette année, visant à la doter enfin d'un répertoire.

Les ACV tiennent, sous la cote Ai, une collection des inventaires des archives communales vaudoises. En 2007, celle-ci s'est enrichie d'un tel instrument de recherche pour la commune de Bercher.

Les répertoires numériques des cotes génériques P 1000 (collection de documents isolés de provenance privée) et P 2000 (collection de cartes postales de provenance privée) sont régulièrement mis à jour. Il faut signaler, sous les cotes P 1000/152-155, l'intégration de 118 documents achetés aux enchères, à Paris, concernant divers lieux et familles de La Côte, 1434-1805, ainsi qu'une carte imprimée de la République helvétique par Mallet, 1802.

*Dossiers généalogiques et fichier héraldique : voir le chapitre 8.*

## **6.5. Instruments de recherche informatiques et site Internet**

En 2007, la base de données DAVEL a été enrichie de 476 (1'315) notices : 114 (858) décrivent des pièces ou des dossiers d'archives, 138 (170) des fonds, des collections ou des versements, 124 (89) des entrées d'archives, 100 (196) des documents microfilmés et 0 (2) d'autres objets.

Les travaux de numérisation des fichiers « Nouveaux Titres » (renvoyant aux parchemins de la section C), entamés en 2004, se sont poursuivis en 2007 avec la numérisation et la transcription informatique d'un lot de 2000 fiches concernant différents fonds des sous-sections C XV (Seigneuries) et C XVI (Familles nobles). Ils permettent à la fois de sécuriser ces fichiers et de récupérer les analyses du 19<sup>e</sup> siècle pour les associer aux documents placés aujourd'hui sous d'autres cotes. A ce jour, 7'153 notices ont été traitées, sur un total de 15'500.

Les pages statiques sur Internet et sur l'Intranet de l'Etat ont été régulièrement mises à jour, ainsi que les données d'inventaire figurant sur diverses bases de données nationales et régionales, qui sont accessibles à partir du site Internet de l'institution.

*Développements de la base de données et du site Internet des ACV : voir le chapitre 3.*

*Statistiques de consultation sur le site Internet des ACV : voir le chapitre 11.3*

## **6.6. Divers en relation avec les classements et instruments de recherche**

Lors des travaux de classement et d'inventaire, 188 (251) mètres linéaires de documents ne présentant pas un intérêt historique suffisant pour justifier leur conservation ont été écartés, puis éliminés. Ces éliminations sont protocolées.

## **7. Bibliothèque**

En 2007, la gestion de la bibliothèque des ACV a encore été assurée par un mandataire, faute de disposer d'un poste fixe. Mais son taux d'activité a pu être augmenté, passant à 80 % environ. Par ailleurs, à partir de 2008, son poste pourra enfin être régularisé et inscrit dans l'organigramme des ACV. L'assistante-archiviste consacre une part de son temps à le secondar.

En novembre, la Journée des Archives a donné l'occasion de mettre à jour la présentation de la bibliothèque sur le site Internet des ACV. Au 31 décembre, 18'250 titres étaient accessibles par l'intermédiaire du catalogue RERO. En un peu plus d'un siècle, le nombre d'ouvrages a évolué de la manière suivante : 1900 : 100 titres ; 1962 : 4'000 ; 1986 : 8'000 ; 1996 : 12'000 ; 2004 : 16'000.

Le principal projet de l'année a été le catalogage de l'ensemble de la « Réserve ». Celle-ci regroupe des imprimés antérieurs à 1850, de provenances multiples, intégrés au cours des ans à la bibliothèque des ACV. Les annotations et ex-libris encore présents dans de nombreux volumes permettent d'en savoir plus sur les modalités de leur entrée. La Réserve abrite actuellement environ 900 titres, en plus de 1000 volumes. Les plus anciens sont deux incunables de 1491 et 1497 provenant des bibliothèques paroissiales d'Echallens et d'Assens. On compte également 3 titres du 16<sup>e</sup> s., environ 20 autres du 17<sup>e</sup> s., 270 du 18<sup>e</sup> s.

et 610 de la première moitié du 19<sup>e</sup> s. Le français domine (84%), suivi par l'allemand (11%), le reste étant généralement écrit en latin, en anglais ou en italien. Les domaines qui ressortent sont l'histoire (36%), le droit (19%), la politique et l'économie (14%). Les autres sujets sont moins représentés (théologie, sciences, art militaire, ponts et chaussées, navigation, médecine, sciences naturelles, géographie, art notarial, philosophie, langues, beaux-arts, catalogues de bibliothèques). En septembre et octobre, un mandat de quelques semaines attribué à M. Jean-Luc Rouiller, bibliothécaire et rédacteur au *Répertoire des fonds imprimés anciens de Suisse* a permis de finaliser le catalogue de la « Réserve ». La fin de ce projet est une étape importante dans l'histoire de la bibliothèque des ACV. Elle constitue en effet la dernière phase de l'informatisation des ouvrages qui avaient été catalogués sur des fiches papier entre 1955 et 1990.

Lorsque la provenance des ouvrages de la Réserve a pu être identifiée, elle a été mentionnée dans la notice du catalogue RERO. Cette manière de faire permet de reconstituer virtuellement des parts de bibliothèques particulières désormais intégrées à la bibliothèque des ACV. Elle pourrait s'appliquer par la suite à certains imprimés conservés dans les fonds d'archives officielles ou privées avec lesquels ils forment une unité. Nombreux, ces ouvrages sont consultables par l'inventaire du fonds mais, pour l'instant, ne figurent pas dans le catalogue RERO.

Une réflexion a également été initiée afin de réunir aux ACV les périodiques et publications de l'administration cantonale vaudoise. Parfois considérés comme de la « littérature grise », ces titres ne sont pas toujours transmis aux bibliothèques et centres d'archives.

Des rencontres ont eu lieu avec les responsables de la bibliothèque des Archives de la Ville de Lausanne, de la section Documentation vaudoise de la Bibliothèque cantonale et universitaire et du Centre de documentation du Département de la santé et de l'action sociale, afin de comparer et coordonner les politiques d'acquisition. Celle de la bibliothèque des ACV a ainsi été précisée et complétée, en octobre ; elle est désormais affichée sur le site Internet de l'institution.

En salle de lecture, la signalisation et le plan de classement de la bibliothèque ont été mis à jour. De nombreuses cotes ont été modifiées afin de rapprocher des ouvrages traitant d'un sujet proche.

Cette année, 698 (531) monographies ont été inscrites dans le registre des entrées : 200 proviennent de tris de fonds d'archives (29 %), 265 de dons (38 %), 227 d'achats (32 %) et 6 d'échanges (1 %). Les collections de périodiques se sont accrues de 215 (214) exemplaires, sans compter la centaine de numéros bihebdomadaires de la Feuille des avis officiels (FAO). 85 (115) livres ont été donnés à la reliure.

## **8. Documentation et collections**

La section Documentation est toujours fermée, faute de pouvoir disposer de suffisamment de personnel pour la gérer.

La collection des dossiers généalogiques, qui rassemble des travaux généalogiques dispersés et non publiés, est régulièrement alimentée. En 2007, 4 (3) nouveaux dossiers ont été créés, pour les familles Jasinsky (Genève), Mercier (Morges et Echichens), Munca (Rimasco [Val Sesia, Italie]) et Veret (Nyon). En outre, les dossiers de 6 (0) autres familles ont été complétés. L'inventaire de ces dossiers renvoie non seulement à ceux-ci mais

également à tous les fonds d'archives privées contenant des documents de nature généalogique.

Depuis 1952, les ACV tiennent à jour un fichier héraldique, avec la collaboration des héraldistes professionnels vaudois. Les nouvelles créations sont enregistrées et contrôlées gratuitement, puis transmises sur abonnement aux héraldistes qui souhaitent compléter leur propre documentation. En 2007, 4 (1) nouvelles armoiries familiales ont été communiquées pour être intégrée au fichier, pour les familles Baffi (Yverdon-les-Bains), Ferreira (Servion), Monnier (Villars-le-Grand) et Rossellat (Saint-Cergue). La numérisation de ce fichier héraldique se poursuit, ainsi que la saisie des fiches de blasonnement correspondantes. L'inventaire des dossiers héraldiques, reclassés en quatre séries (familles, communautés, thématiques, généralités), reste à finaliser. Par ailleurs, des conseils pour les armoiries des (éventuelles) futures communes ont été donnés dans le cadre de plusieurs projets de fusions de communes, dont le plus avancé est celui de Chigny, Echichens, Monnaz et Saint-Saphorin-sur-Morges.

## **9. Préservation, conservation et restauration**

*Principales opérations* : l'année a été marquée par la première étape de la densification des espaces de conservation des ACV, approuvée par le Grand Conseil le 27 mars 2006 et qui a démarré en décembre de la même année. La plus grande partie des travaux a été réalisée de janvier à novembre 2007, suivant un calendrier serré qui a fortement sollicité l'ensemble du personnel de l'institution, à qui il a incombé de préparer et de réaliser le déménagement de 7,5 kilomètres linéaires d'archives, avec l'appui de quelques auxiliaires engagés ad hoc ou de « tigistes » (personnes exécutant des peines sous formes de travaux d'intérêt général). Ce sont notamment les sections A (époque savoyarde et épiscopale, soit le Moyen Age), B (époque bernoise, soit l'Ancien Régime), D (notaires), E (mouvements de la population), H (époque de l'Helvétique, 1798-1803), J (affaires fédérales jusqu'en 1848), K (archives officielles dès 1803 versées avant 1985) et P et PP (archives privées) qui ont été entièrement transférées d'une cellule à une autre, souvent d'un étage à l'autre.

8 cellules standard, 1 cellule d'abri de biens culturels et 1 cellule de plans et autres documents grand et hors format ont déjà été transformées ; deux autres cellules le seront au début de 2008, avec une majorité de rayonnages standard et quelques espaces plus spécifiquement adaptés aux dossiers suspendus ou aux ouvrages de bibliothèque. Seules demeureront donc à densifier, lors de la seconde étape prévue vers 2013 environ, les 6 cellules du niveau 4, qui conservent temporairement leurs rayonnages fixes. Elles recevront d'ici-là un kilomètre linéaire d'archives officielles actuellement conservé sur palettes dans le dépôt annexe loué à Renens (Florissant), ainsi que les urgences parmi les arriérés de versements en attente dans les services et offices de l'administration et de l'Ordre judiciaire.

Les deux spécialistes de l'atelier de restauration ont consacré la plus grande partie de leur temps à la préparation et à l'accompagnement de ces travaux. Ils ont été secondés à certains moments par une restauratrice sous contrat horaire. L'état de tous les documents à déplacer a été contrôlé plusieurs mois à l'avance et plusieurs centaines de mètres ont été reconditionnés (boîtes changées ou remplacées par des protections sur mesure, documents mis en cartables ou sanglés, étiquettes manquantes remplacées, etc.) ; les nombreux documents grand format et hors format qui étaient encore conservés avec ceux de

dimensions standard ont été systématiquement rangés à part, ainsi que les supports particuliers tels que les photographies (des « fantômes » renvoyant aux nouveaux emplacements ont à chaque fois été installés) ; plus aucun élément non classé n'est mêlé avec les parts inventoriées ; l'ordre des cotes de provenance, devenu parfois très aléatoire au cours des années (notamment pour les énormes sections P-PP et K), a été recomposé, afin d'optimiser la gestion future de ces fonds.

La densification de la deuxième cellule d'abri de biens culturels a permis d'y installer les sections anciennes qui n'avaient pas trouvé place dans la première (soit les sections A, B et H), ainsi que quelques autres fonds particulièrement précieux.

A l'automne a été achevée l'installation d'une cellule entièrement équipée de meubles à plans, de rayonnages pour les documents grand et hors format n'entrant pas dans les tiroirs A0, et de cadres sur lesquels peuvent être accrochés les cartes et plans conditionnés en rouleaux de grand diamètre, le tout disposé sur des chariots mobiles autorisant une densification maximum. Le nouveau conditionnement de la vaste collection des cartes et plans, entamée en 2000 et pratiquement stoppée depuis deux ans par manque de place, a donc pu être repris à la fin de l'année. Cette cellule est en principe réservée aux documents de provenance officielle ; ceux de même nature mais faisant partie des fonds privés sont conservés dans une seconde cellule, qui ne sera densifiée que dans plusieurs années et où a été installé tout le mobilier non standard qui n'a pu être récupéré et installé dans la première.

Le second vaste projet de reconditionnement, démarré en 2004 et qui concerne les parchemins de la section C, a été poursuivi parallèlement. Le traitement « lourd » des documents auxquels avait été attribuée la « priorité 1 » (soit les sous-sections C I à C III) a été terminé cette année ; il consistait en un conditionnement à plat, dans des chemises en papier de conservation ou sur des supports sur mesure [mais aux dimensions extérieures standardisées] en carton ondulé non-acide, glissés dans des cartables à rabats, après analyse détaillée de l'état sanitaire de chaque document et de chaque sceau et recensement informatique détaillé. Pour des raisons de coût et de place, les autres sous-sections bénéficieront également d'une amélioration de leur conditionnement, mais moins poussée ; ce traitement est déjà en cours.

Le développement du Consortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAstrophe (COSADOCA) a été poursuivi. Initié par les ACV en 2003, il réunit celles-ci, la Bibliothèque cantonale et universitaire (site de Dorigny), la Bibliothèque centrale de l'Ecole polytechnique fédérale, l'EPFL elle-même et l'Université de Lausanne, pour la mise en œuvre d'une collaboration inter-institutionnelle pour le sauvetage patrimonial en cas de catastrophe sur le site de Dorigny. Du matériel a été testé, le site Internet ([www.cosadoca.ch](http://www.cosadoca.ch)) amélioré. Un dossier préparé par les ACV, « L'impact d'un chantier sur le fonctionnement institutionnel », a été présenté le 21 mai à une délégation du COSADOCA ; il dresse les règles sécuritaires adoptées par les ACV durant le chantier de la densification de la zone de stockage. Les 28 et 29 août, pour la troisième année consécutive, des exercices pratiques ont été organisés, avec la participation de la Protection civile et des pompiers de l'Ouest lausannois et de Lausanne. Ils ont eu lieu cette fois-ci sur le site de la Bibliothèque de l'EPFL : le premier jour a été consacré à une intervention après une inondation dans le sous-sol d'un bâtiment, le second après un incendie (en plein air cette fois, pour d'évidentes raisons de sécurité). 40 bibliothécaires et archivistes, 40 membres de la Protection civile, 4 pompiers professionnels et 30 observateurs suisses et étrangers ont participé à ces exercices, dont les enseignements permettent à chaque fois d'améliorer les procédures. Le prochain test aura lieu aux ACV, en septembre 2008.

*Autres travaux* : outre les travaux ordinaires (reliure, entretien et réparation courante de livres et documents anciens, confection de matériel de protection sur mesure, démontage et remontage de documents en vue de leur microfilmage, évaluation des fonds entrants et supervision de leur conditionnement, contrôle et relevé informatique des mesures des thermo-hygrographes installés dans l'ensemble des dépôts et espaces de travail des ACV, etc.), les restaurateurs sont intervenus pour conseiller des communes et services de l'administration cantonale en matière d'archives et de locaux de conservation. Ils ont expertisé les archives et le local d'un office cantonal qui avait subi une inondation. Ils ont également créé du matériel d'information pour les lecteurs (notamment pour la Journée suisse des Archives du 17 novembre 2007), de nouveaux éléments de signalétique et assuré le montage de l'exposition annuelle.

Des travaux de restauration spécialisés (4 cartes) ont été confiés à une restauratrice extérieure.

Comme l'année précédente, par manque de moyens financiers, aucun document n'a pu être envoyé pour désacidification dans les installations de l'entreprise fédérale Nitrochemie AG à Wimmis (BE).

Le parc des chariots destinés au transport des documents, en particulier des cellules de conservation jusqu'à la salle de lecture, a été entièrement renouvelé. Les nouveaux chariots (60 unités, dont 20 pour le transport des grands formats) ont été conçus de façon à avoir leur plateau supérieur exactement au même niveau que les tables de la salle, ce qui permet d'éviter des chocs et dégâts lors des transferts de l'un à l'autre. Contrairement aux précédents, ils ont sur deux côtés des montants arrondis et des grillages qui assurent un meilleur maintien des documents et préviennent leur chute. Les anciens chariots ont été réaffectés en interne, en particulier aux besoins du COSADOCA.

La protection des documents a requis l'utilisation de 2'314 (1'927) cartons ou boîtes d'archives non acides (sans réserve alcaline) et de 20'100 (17'611) enveloppes non acides (avec réserve alcaline).

2 (102) cartons ou boîtes et 410 (389) enveloppes ont été fournis aux communes et à quelques institutions, au prix coûtant.

## **10. Microfilmage et reprographie**

Le photographe des ACV réalise, à des fins de sécurité et de diffusion des documents d'archives, des copies de ceux-ci par le microfilmage, la photographie ou la numérisation. Il assure également la gestion des supports sonores et filmiques contenus dans les fonds reçus par les ACV. Il est en outre chargé de la mise à jour régulière des sites Internet et Intranet de l'institution. La réalisation d'une partie des reproductions commandées par les usagers continue à être confiée à un photographe privé agréé par les ACV.



*Microfilmage* : la production de microfilms par l'atelier a été pratiquement suspendue, le photographe étant entièrement occupé par le développement et la maintenance des sites Internet et Intranet, ainsi que par la réalisation de photographies. Aucune (23) bobine de microfilms de sécurité 35 mm n'a donc été réalisée. La caméra pour le microfilm n'a été utilisée que sporadiquement pour des commandes de lecteurs de reproductions par microfilm.

L'atelier protégé de la Maison des Chavannes (Fondation Eben-Hézer) a réalisé 37 (40) microfilms 16 mm, soit 83'264 (88'356) prises de vue. Les documents reproduits sont le fichier des notaires de Lausanne, Lavaux, Vevey, Morges et Oron antérieurs à 1600/1610, le fichier matières Abbayes - Ecrivains publics antérieurs à 1610, ainsi que des copies-lettres sur papier-bible (particulièrement fragiles) du Laboratoire cantonal en 1923-1944. Des copies de ces microfilms de sécurité sont systématiquement établies et tous les originaux placés dans la chambre froide du Dépôt et abri de biens culturels (DABC) de Lucens.

*Photographie* : 41 (33) tirages photographiques grand et moyen format ont été réalisés pour les besoins internes des ACV. Avec l'appareil numérique réflex, 2'442 (2'186) fichiers numériques ont été produits, principalement pour des besoins internes d'illustration de cours et dossiers pédagogiques, des demandes émanant des services de l'administration cantonale ou des lecteurs, des mises à jour du site Internet et Intranet des ACV. Plus spécialement : les travaux de densification du bâtiment ont été régulièrement suivis, dans la perspective d'une exposition ; des panneaux de signalisation ont été créés pour la Journée suisse des Archives du 17 novembre ; les deux présentations Powerpoint régulièrement présentées aux visiteurs des ACV et aux participants aux cours qu'elles organisent, ont été totalement remaniées ; un dossier photographique complet a été réalisé pour le numéro d'Ecole-Musée consacré aux *Coulisses de l'histoire vaudoise*.

Le projet de numérisation de l'*Armorial vaudois* 1933-1996, entamé en 2004 au moyen d'un programme d'occupation, a connu à nouveau des difficultés à recruter du personnel auxiliaire compétent. Une personne a toutefois pu être engagée pour trois mois début décembre et a démontré une motivation et un pouvoir d'adaptation remarquables. 210 (1'205) nouveaux fichiers numériques ont ainsi déjà pu être produits.

14 (30) CD ont été gravés, pour diverses illustrations de publications ou pour des motifs de sauvegarde, ainsi que pour une partie de l'*Armorial vaudois* 1933-1996.

L'opération de numérisation systématique des collections de négatifs développés par les ACV, qui a pour but de faciliter la gestion de ces très nombreux documents isolés mais qui avait été interrompue en 2004, n'a toujours pas pu être reprise, par manque de temps.

*Autres travaux* : 87 (165) nouvelles fiches informatiques détaillées décrivant les microfilms réalisés ont été saisies dans la base de données des ACV.

Les informations concernant les reproductions de documents pour les usagers des ACV figurent au chapitre 11.5. Des copies de celles réalisées par le photographe privé agréé par les ACV sont remises en fin d'année et intégrées aux collections de l'institution.

## 11. Consultation et utilisation des archives

### 11.1. Usagers individuels

Les résultats sont pratiquement identiques à ceux de l'année précédente : le total des consultations est de 5'447 (5'470), par 2'190 (2'198) personnes différentes ; 4'156 (4'136) séances de travail en salle de lecture ont été effectuées par 1'119 (1'170) lecteurs, 911 (935) réponses scientifiques ou administratives ont été fournies par écrit et 380 (399) par téléphone.

Le nombre de réponses fournies par écrit (par courrier postal ou électronique) avait plus que doublé (+ 119 %) de 2005 à 2006. Il n'a baissé que de 2,5 % cette année, confirmant qu'il s'agit là d'un phénomène durable. Rappelons que cette évolution est due presque entièrement aux nombreuses demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels, adressées aux ACV et non plus aux services de l'administration ou de l'Ordre judiciaire du fait des volumineux versements d'archives « récentes » que les ACV ont pris en charge ces toutes dernières années afin de désengorger les locaux de conservations des autorités concernées. 509 (542) des 911 courriers expédiés ont ainsi résulté de telles demandes, dont 439 pour les seules copies de jugements de divorces, réclamées par les caisses AVS afin de déterminer les montants des rentes de leurs assurés.

#### Profession des usagers 2007 (en salle de lecture uniquement) :

	2007	2007	2006	2005	2004
a) écolier, gymnasien	1,8				
b) étudiant	26,1				
c) retraité	25,5	53,4	52,2	53,4	52,2
d) archéologue, historien, historien de l'art (sauf enseignant)	8,5				
e) architecte, dessinateur-architecte, urbaniste	3,7				
f) archiviste, bibliothécaire, conservateur, documentaliste	3,1				
g) enseignant, professeur	7,5				
h) géographe, géologue	0,8				
i) journaliste, écrivain	1,3	24,9	24,4	24,1	21,8
j) agriculteur, viticulteur	1,2				
k) artisan, commerçant, travailleur indépendant	2,2				
l) cadre moyen	2,9				
m) cadre supérieur, ingénieur	3,8				
n) employé, ouvrier, technicien	5,5				
o) femme/homme au foyer	2,5				
p) profession libérale	3,6	21,7	23,4	22,5	26,0
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Objet de recherche des usagers 2007 (en salle de lecture, par téléphone et par écrit) :

	2007	2007	2006	2005	2004
a) généalogie	26,6				
b) héraldique	3,0				
c) histoire de ma maison	3,3				
d) histoire de ma commune/ma région	3,9	36,8	35,4	42,5	42,2
e) histoire générale : préhistoire et antiquité (jusqu'au 5 <sup>e</sup> s.)	0,3				
f) histoire générale : moyen âge (6 <sup>e</sup> s.-1536)	2,3				
g) histoire générale : Ancien Régime (1536-1798)	5,7				
h) histoire générale : Révolution vaudoise et période de l'Helvétique (1798-1803)	1,2				
i) histoire générale : 19 <sup>e</sup> s.	4,0				
j) histoire générale : 20 <sup>e</sup> s.	11,5	25,0	25,9	31,4	32,9
k) histoire de l'art, architecture	4,1				
l) géographie, urbanisme	3,0	7,1	6,4	8,5	9,0
m) usage administratif (consultation par l'administration)	2,9				
n) délivrance d'une copie d'acte officiel (acte notarié, jugement, extrait du Registre foncier, etc.)	23,2	26,1	27,7	13,1	10,7
o) archivistique (métiers, techniques, bâtiments, etc.)	1,8				
p) autres	3,2	5,0	4,6	4,5	5,2
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Motivation de la recherche 2007 (en salle de lecture uniquement) :

	2007	2007	2006	2005	2004
a) études, formation	29,3	29,3	28,8	29,7	30,8
b) enseignement	2,8				
c) recherche dans le cadre de l'activité professionnelle, autre que l'enseignement	19,4				
d) recherche pour le compte de l'administration	2,5				
e) programme d'occupation pour chômeur	0,7	25,4	23,9	24,3	24,1
f) loisirs	45,3	45,3	47,3	46,0	45,1
Total	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

En ce qui concerne la profession des usagers des ACV ou la motivation de leur venue aux ACV, les variations demeurent dans la norme de ces dernières années. Les lecteurs sans activité lucrative (écoliers, gymnasiens, étudiants et retraités) demeurent légèrement majoritaires.

En ce qui concerne les objets de recherche, l'explosion des demandes de délivrance de copies d'actes officiels constatée l'année précédente se confirme, malgré un léger tassement. Il s'agit à nouveau de presque un quart de la consultation, deuxième objet de recherche juste derrière la généalogie.

## **11.2. Groupes**

La salle de conférences des ACV a accueilli 55 (57) séances de différents groupes, totalisant 1'054 (872) personnes.

Elle a notamment été mise à disposition pour 4 séances de cours ou séminaires de l'Université de Lausanne, 6 de la Haute école pédagogique, 8 de l'Association Connaissance 3 (consacrés à la généalogie) et 1 de l'Université populaire de Lausanne, ainsi que pour des séances de la Commission cantonale de nomenclature, de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie, de l'Association Ethno-Doc, d'Ecole-Musée et d'un gymnase vaudois.

23 (24) groupes totalisant 457 (481) personnes ont participé à des visites commentées des ACV, parmi lesquels, outre une partie des participants aux cours mentionnés ci-dessus, deux assemblées de représentants de familles ayant donné ou déposé d'importants fonds aux ACV, deux associations de contemporains et une société de tir, la Société vaudoise des conservateurs du Registre foncier, l'Association suisse des sergents-majors - Section vaudoise, ainsi que nos collègues des Archives d'Etat du Valais in corpore.

## **11.3. Documents consultés**

La consultation a été un peu inférieure à celle de l'année précédente : 26'417 (31'764) documents ont été consultés, dont 5'346 (6'159) microfilms.

Le site Internet des ACV a été visité à 31'430 reprises et 184'278 pages consultées. Pour des raisons de changement de l'outil statistique, ces chiffres ne sont pas comparables à ceux des années précédentes. Ils comprennent la consultation du site *Inventaire général des Archives communales vaudoises avant 1961*, parallèle à celui des ACV et accessible depuis celui-ci.

## **11.4. Documents prêtés**

97 (345) documents ont été prêtés pour consultation, dont 36 aux services/offices de l'administration et 61 aux donateurs/déposants de fonds privés.

Des documents des ACV ont été prêtés pour les besoins des expositions suivantes :

- *Paris-Lausanne-Paris. 39-45, les intellectuels français entre la France et la Suisse* (Musée historique de Lausanne)
- *Les barons de Prangins au siècle des Lumières (1723-1814)* (Musée national suisse - Château de Prangins)
- *Moudon en Vues, de la pierre à la plume* (Musée du Vieux Moudon)
- *Galerie du Patrimoine* (Manufacture Jaeger-LeCoultre, Le Sentier)
- *Le luxe discret des grandes familles. L'argenterie lausannoise des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles* (Musée historique de Lausanne).

## **11.5. Reproduction de documents pour le public**

Le personnel des ACV a délivré 4'254 (5'963) photocopies aux usagers. Par ailleurs, les lecteurs ont réalisé eux-mêmes, sur les appareils mis à leur disposition, 7'084 (7'012) copies d'après les microfilms des ACV.

54 (31) documents ont été confiés pour reproduction à des ateliers spécialisés extérieurs aux ACV.

Les demandes de délivrance de copies certifiées conformes d'actes officiels ont déjà été mentionnées au chapitre 11.1. Elles ont été au nombre de 555 (616), aboutissant à l'envoi de 509 (542) courriers (la différence s'explique par les recherches vaines, les demandes regroupées et les transmissions à d'autres autorités). Elles ont concerné avant tout les archives des ex-Tribunaux de district (en particulier les jugements de divorce), des notaires (testaments et autres actes), des Justices de paix (certificats d'héritiers et recherches de filiation) et des Registres fonciers.

## **11.6. Expositions**

Les ACV ne disposent pas d'un espace d'exposition à proprement parler, ni d'un service éducatif comparable à ceux qui existent notamment dans les dépôts d'archives en France. Elles peuvent toutefois, depuis 2001, exposer des documents d'archives (ou plus généralement, pour des motifs de préservation, des reproductions de ceux-ci) dans les vitrines du hall et sur les murs de celui-ci. L'exposition 2007, inaugurée comme à l'accoutumée lors de l'apéritif organisé par les ACV pour célébrer le 24 janvier (Révolution vaudoise, 1798), était intitulée « Quand l'héraldique prend ses quartiers... ». Elle traitait des armoiries familiales et communales, notamment sous l'angle de leur apport à la généalogie. Un choix des documents présentés lors des expositions terminées est placé sur le site Internet des ACV.

## **12. Collaborations professionnelles**

### **12.1. Collaborations professionnelles au niveau cantonal**

Les ACV ont rempli leur mission de conseil et d'assistance aux Archives communales, en collaboration avec l'Association vaudoise des archivistes (AVA), notamment par des visites auprès de celles-ci et par l'organisation de cours (voir le chapitre 4.2.).

Elles ont fourni du matériel de conservation non-acide à diverses Archives communales et à d'autres institutions du canton.

Elles participent aux activités de l'AVA, dont M. Pictet est membre du comité et M. Gilliéron vérificateur des comptes.

Elles font partie, avec la Bibliothèque cantonale et universitaire (BCU) et la Bibliothèque de l'Ecole polytechnique de Lausanne (EPFL), du Consortium de Sauvetage du patrimoine Documentaire en cas de Catastrophe (COSADOCA) (voir le chapitre 9).

Elles accueillent, pour des stages d'archivistique de deux mois en 2<sup>e</sup> année et de 1,5 mois en 3<sup>e</sup> année, les apprentis assistants en information documentaire de la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (soit 2 x 2 apprentis chaque année).

En partage avec les Archives de la Ville de Lausanne et les Archives du Comité international olympique, les ACV reçoivent des jeunes filles et jeunes gens intéressés par le domaine de l'information documentaire, pour des stages d'orientation professionnelle d'une semaine au total ; 6 personnes ont participé à ces stages cette année.

Elles accueillent temporairement des documents provenant d'autres Archives, pour consultation prolongée par des chercheurs de la région; par réciprocité, elles confient certains documents à leurs collègues.

M. Coutaz est président de l'Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud (APAV), devenue en mai RéseauPatrimoineS. Association pour le patrimoine naturel et culturel du canton de Vaud, au sein de laquelle collaborent les différentes institutions vaudoises (bibliothèques, musées, archives, etc.) en charge du patrimoine naturel, documentaire ou artistique du canton.

Il préside le groupe de travail « Patrimoine-recherche » constitué en vue de la refonte de la loi sur les affaires culturelles du 18 septembre 1978 ; il est également membre du Comité de coordination (Comco) de cette loi. Les travaux du groupe de travail et du Comco ont été terminés en novembre et les résultats de la réflexion remis à Mme la conseillère d'Etat Anne-Catherine Lyon.

MM. Coutaz et Favez participent, à titre généralement privé, aux travaux de plusieurs associations culturelles ou sociétés savantes cantonales (voir le chapitre 13.2.)

La salle de conférences des ACV abrite les séances de la Commission cantonale de nomenclature, à laquelle M. Favez prête son assistance. Elle est mise à la disposition des professeurs de l'Université de Lausanne ou d'autres institutions d'enseignement qui souhaitent y donner des cours ou séminaires illustrés par des documents originaux conservés à la Mouline. Elle accueille aussi des cours ou séances de différentes associations (voir le chapitre 11.2.).

## **12.2. Collaborations professionnelles au niveau national**

M. Coutaz a fait partie du groupe de l'Association des archivistes suisses (AAS) responsable de la publication cette année de l'ouvrage de référence *Pratiques archivistiques en Suisse* ; il en a rédigé deux chapitres. Par ailleurs, il est également membre du groupe de réflexion de l'AAS « Coordination de la constitution du patrimoine archivistique » qui a notamment dirigé la publication du numéro 3/2007 de la revue professionnelle *Arbido*, intitulé *Constitution des archives - partager la responsabilité et garantir la transparence*.

Les ACV sont membres du Centre de coordination pour l'archivage à long terme de documents électroniques (CECO/KOST), auquel participent les Archives fédérales, les Archives de la principauté du Liechtenstein et 18 Archives cantonales, M. Coutaz a participé aux travaux du groupe du Kost qui s'est occupé du catalogue des formats de données d'archivage, mis en ligne en décembre.

Il assume la direction de deux modules du Master of Advanced Studies in Archival and Information Sciences, 2006-2008, de l'Université de Berne en collaboration avec l'Université de Lausanne ; cela a représenté, en janvier-février et mai-juillet, 93 heures sur le thème des fonctions fondamentales de l'archivistique, dont 4 jours à l'Archivschule de Marburg. Il a suivi 5 travaux de certificat et 7 travaux à domicile et a participé aux examens oraux d'une partie des participants.

Il fait partie, à la demande du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel et avec l'accord du Service de tutelle des ACV, de la Commission cantonale des fonds culturels, archivistiques, iconographiques et audiovisuels du Canton de Neuchâtel.

Il est membre du Conseil et du Comité scientifique de la Fondation des archives historiques de l'Abbaye de Saint-Maurice.

Il continue à assurer la coordination des textes et des illustrations de la partie "Histoire" du site Memo Histoire (www.memo.fr), soutenu par la Conférence des directeurs de l'Instruction publique de Suisse.

M. Pictet est membre de la Commission de coordination (entre Archives fédérales suisses et Archives cantonales) de l'AAS, qui a pour mission d'élaborer des directives en matière d'archivage dans les domaines intéressant à la fois la Confédération et les cantons. Il a rédigé, dans ce cadre, une directive relative aux archives cadastrales.

Les archivistes des ACV ont pris part à diverses réunions de l'AAS et du Forum des archivistes genevois.

Les ACV ont reçu l'ensemble du personnel des Archives d'Etat du Valais pour un échange d'expériences professionnelles et une visite du bâtiment axée sur les aspects techniques de celui-ci.

### **12.3. Collaborations professionnelles au niveau international**

Depuis le 4<sup>e</sup> Colloque des archivistes de l'Arc alpin occidental, organisé dans leurs locaux par les ACV les 11 et 12 mars 2004, les Archives d'Etat de Fribourg et du Valais ainsi que les ACV étudient avec l'Archivio di Stato di Torino le projet de numérisation des archives savoyardes médiévales concernant leurs cantons respectifs. L'année 2007 a permis d'obtenir du Conseil d'Etat l'autorisation pour les ACV de créer, avec leurs collègues de Fribourg et du Valais, une fondation chargée de trouver les financements nécessaires à l'opération ; les services compétents de l'Etat du Valais ont établi un projet de statuts de cette fondation.

## **13. Relations publiques et activités diverses**

### **13.1. Relations publiques**

Depuis son ouverture, le 20 juin 2001, le site Internet des ACV a pris de l'importance et s'est largement étoffé. Il participe, par le nombre d'informations qu'il comprend - et qui sont régulièrement renouvelées -, à la politique de valorisation des missions des ACV et des prestations offertes par celles-ci.

A l'occasion de la troisième Journée suisse des Archives (célébrée tous les 5 ans), les ACV ont organisé une journée portes ouvertes le samedi 17 novembre, sous le thème « Au service de chacun ». Elles ont exposé leur bâtiment en cours de transformation, montré dans plusieurs stands les différents aspects des fonds qu'elles conservent, présenté les techniques de conservation et de recherche. Un cycle de conférences, réparties sur la journée, ont proposé des réflexions sur les enjeux de l'archivage. 350 visiteurs ont participé à cette manifestation.

A cette occasion, une campagne de presse a été organisée, avec l'appui du délégué à la communication du Département de l'intérieur. Elle a permis la publication d'articles ou de reportages sur l'institution et sur les thèmes de la Mémoire dans plusieurs médias, notamment dans : *24 heures* (édition du 15 novembre) ; *La Gazette : journal de la fonction publique* (16 novembre) ; *Le Temps* (17 novembre), *Télévision de la Région lausannoise* (21-23 novembre). Une conférence de presse, en présence du chef du département, a été organisée le 1<sup>er</sup> novembre.

D'autres articles ont été consacrés aux ACV lors de l'ouverture de l'exposition annuelle « Quand l'héraldique prend ses quartiers » (24 janvier) et à la suite de la sortie de presse du livre *La flamme sous la cendre. Aux origines de la Croix-Bleue, 1877/1910* (26 avril).

Voir également les publications, conférences et participations à des émissions radiophoniques mentionnées au chapitre 13.3.

Les ACV ont recours aux diverses vitrines placées dans le hall de réception et dans la salle de lecture pour informer les usagers sur les fonds qu'elles conservent (voir le chapitre 11.6.) ou pour les sensibiliser à certains problèmes, notamment de conservation et de restauration. Par ailleurs, une exposition permanente présentant les diverses fonctions des ACV, sous le titre général « A votre service », anime le couloir d'entrée extérieur.

L'accueil de groupes de visiteurs est mentionné au chapitre 11.2. Il s'inscrit cependant aussi dans la politique générale d'information des ACV sur leurs prestations de sauvegarde et de communication du patrimoine historique vaudois. Il vise entre autres à favoriser les dépôts ou les dons de fonds d'archives privés.

La mise à disposition de la salle de conférences pour des cours ou séminaires de divers groupes ou institutions, dont l'Université de Lausanne, est également citée au chapitre 11.2., mais participe aussi de l'animation culturelle et de la sensibilisation à la sauvegarde du patrimoine, dans la mesure où les archivistes et le personnel technique sont amenés à présenter leurs activités et à faire visiter le bâtiment.

### **13.2. Participation à des sociétés**

Les participations à des sociétés du domaine de l'archivistique sont mentionnées au chapitre 12 (Collaborations professionnelles).

*M. Coutaz* est membre du Curatorium de l'Helvetia Sacra depuis 1997. La dernière réunion du Curatorium s'est tenue le 23 novembre 2007, après la publication du 28<sup>e</sup> et dernier volume et l'étude de 1000 chapitres, monastères, archidiocèses et diocèses par 233 chercheuses et chercheurs ; l'entreprise avait démarré en 1964.

Il a participé aux travaux réguliers du département Recherche fondamentale de la Société suisse d'histoire, dont il fait partie du comité.

Il est membre des comités de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA), de l'Association des amis du Musée militaire vaudois (Morges), de la Fondation vaudoise du patrimoine scolaire (Yverdon-les-Bains) et de la Fondation Bartholomée de Felice (Yverdon-les-Bains).

Il siège dans la Commission vaudoise pour la rédaction de l'inventaire des monuments d'art et d'histoire.

Il est membre fondateur et participe activement aux travaux du Groupe ETHNO-DOC, qui se consacre à la publication de témoignages de personnages connus ou inconnus apportant un éclairage original sur certains aspects de la société et de la vie quotidienne,



de travail ou de loisir. Dans ce cadre, il a expertisé plusieurs manuscrits proposés à l'édition, dont la publication des lettres de Jules Weibel, chauffagiste genevois du 19<sup>e</sup> siècle au cœur de l'Europe.

*M. Favez* est membre du comité du Cercle vaudois de généalogie, qu'il représente en outre aux séances du comité de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie (SVHA). Il anime les réunions (stamms) du Cercle par des présentations. Il en a été nommé membre d'honneur le 24 novembre.

Il a participé à diverses manifestations généalogiques, en particulier les suivantes (avec tenue de stand) : du 18 au 20 mai, le 19<sup>e</sup> Congrès de la Fédération française de généalogie, à Tours ; le 29 septembre, la rencontre généalogique des trois Chablais, organisée par l'Antenne du Centre généalogique de Savoie à Bons-en-Chablais.

### **13.3. Publications et conférences**

*M. Coutaz* a publié les contributions suivantes :

- « Archives cantonales vaudoises 1985 », dans *Arbivbauten in der Schweiz und im Fürstentum Liechtenstein 1899-2009*, Baden : hier + jetzt Verlag für Kultur und Geschichte GmbH, 2007, pp. 60-67 ;
- Coutaz, Gilbert; Huber; Rodolfo; Kellerhals, Andreas; Pfiffner, Albert; Roth-Lochner, Barbara, *Archivpraxis in der Schweiz. Pratiques archivistiques en Suisse*, Baden : hier + jetzt Verlag für Kultur und Geschichte GmbH, 2007, 390 p. (en particulier « Histoire des Archives en Suisse, des origines à 2005 », pp. 46-136 et « Des collections et des séries de publications à l'initiative des Archives », pp. 137-156) ;
- *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif 1970-1998*, Chavannes-près-Renens, Centrale d'achat de l'Etat de Vaud, 2007, 136 p. ;
- Avec la collaboration de Jean-Luc Wermeille, « Les coulisses de l'histoire vaudoise », *Ecole-Musées* 18/2007, 28 p. ;
- « Archives publiques, archives privées : des solidarités nécessaires », dans *Arbido* 3/2007, pp. 56-61 ;
- « Histoire de l'an 1000 à 1798 », dans *Lavaux. Vignoble en terrasses*, Lausanne : Editions Favre, 2007, pp. 26-35 ;
- comptes rendus dans la *Revue historique vaudoise* 115, 2007, pp. 298-299 : Daniel Bally, *Lully et son passé*, Yverdon-les-Bains, chez l'auteur, 2006, 105 p., dactyl., ill. ; pp. 314-316 : Marie-Noëlle Jomini, Marie-Hélène Moser, Yann Rod, *Les hôpitaux vaudois au Moyen Age, Lausanne, Lutry, Yverdon*. Textes édités par Y. Rod, Lausanne, 2005, 432 p. (Cahiers lausannois d'histoire médiévale, 37) ;
- comptes rendus dans la *Revue suisse d'histoire* 57, 2007/2, pp. 220-222 : Hubertus Seibert, Jürgen Dendorfer (Hg.) : *Grafen, Herzöge, Könige. Der Aufstieg der frühen Staufer und das Reich (1079-1152)*, 440 S. ;

Il a expertisé, comme conseiller scientifique du canton de Vaud pour le *Dictionnaire historique de la Suisse*, 45 notices (855 lignes). Il a bénéficié pour ce faire de l'aide de Nicole Staremborg-Goy, assistante diplômée de l'Université de Lausanne. Il a par ailleurs actualisé et effectué l'ultime lecture de notices rédigées antérieurement, en particulier concernant Lausanne, diocèse et ville au Moyen Age.

Il a donné les conférences suivantes :

- « Le Panorama des Archives des communes vaudoises, une réalisation coordonnée », le 24 mars (Colloque Systèmes d'informations et synergies entre Musées, Archives et Bibliothèques, Universités, Radios et Télévisions. Les bases de données et les médias numériques au service des patrimoines historique, culturel, naturel et scientifique, Musée historique de Lausanne) ;
- Sortie de presse du livre *La flamme sous la cendre. Aux origines de la Croix-Bleue, 1877/1910*, le 26 avril ;
- « Les Archives au-delà des clichés », le 16 mai (Université populaire de Lausanne) ;
- « Davel consacré héros vaudois par Juste Olivier », le 28 juillet (Bicentenaire de la naissance de Juste Olivier, Centre gryonnais) ;
- « Ferdinand Lecomte, chancelier d'Etat du canton de Vaud (1875-1899). Une carrière dans la carrière », le 1<sup>er</sup> décembre (Colloque Ferdinand Lecomte ; publication prévue dans les actes du colloque).

M. Favez a publié :

- « Le canton de Vaud et les Sociétés d'histoire », dans *Patrimoine et identité : l'engagement des sociétés savantes. Actes du Colloque international d'Aoste (28 et 29 mai 2005)*, réunis par Maria Costa, Aoste, Imprimerie Valdôtaine, 2007, pp. 187-204 (*Académie Saint Anselme – Société Académique religieuse et scientifique de l'ancien duché d'Aoste*, N. S. IX) ;
- « Les bourgeois », dans Aymon Baud et al., *Ollon, Villars*, réalisation Henri-Louis Guignard, s. l., Association de l'Académie du Chablais, 2007, pp. 266-268 ;
- comptes rendus dans la *Revue historique vaudoise* 2007 : Lydia von Auw : *pasteure, théologienne, historienne*, Yens-sur-Morges et Divonne-les-Bains, Cabédita, 2005, 125 p. (pp. 297-298) ; Henri Grand, Jacques Grand et Philippe Grand, *Les Grand ; une origine, un nom, une famille*, Lonay et Pully, chez les auteurs, 2005, 313 p. (p. 311) ; Marc Lambelet, *Les Lambelet : six ans d'histoire*, Saint-Pierre-de-Clages, Le Ver Lissant, 2005, 153 p. (p. 319) ; Jean-Baptiste Tavernier, *Les voyages en Orient du baron d'Aubonne : extrait des six voyages en Turquie, en Perse et aux Indes, ouvrage publié en 1676*, Lausanne, Favre, 2005, 317 p., préface de Philippe Nicolet (la couverture porte : *Les voyages en Orient du Baron d'Aubonne 1605-1689* (pp. 330-331)).

Il a donné une conférence sur l'identification d'armoiries datant de 1633/1644 découvertes à Morges, concernant les familles Varacat, Boisot et d'Aubonne, au stamm du Cercle vaudois de généalogie, le 8 novembre.

M. Gilliéron a présenté le métier d'archiviste, le 9 mars, dans le cadre du Forum Horizon 2007, organisé à l'Université de Lausanne.

M. Guisolan a publié :

- avec la collaboration de François Jeanneret et d'Edwin Stettler, *Messages de Raymond Gafner, écrivain militaire vaudois, citoyen suisse et du monde*, Lausanne, IRL, 2007, 109 p.
- il a participé à la rédaction de l'index de l'ouvrage *Archivpraxis in der Schweiz/Pratiques archivistiques en Suisse*.

Il a donné une conférence sur « Les officiers d'état-major général suisses durant la guerre froide », le 24 mars, aux ACV, devant l'Association suisse des sergents-majors - Section vaudoise.

*M. Pictet* a donné des conférences dans le cadre des séminaires de formation « Gérer les archives courantes et intermédiaires » destinés aux secrétaires municipaux (voir le chapitre 4.2.).

## *Dossier thématique*

En raison de sa taille, le dossier thématique de cette année fait l'objet d'un fascicule séparé.

## *Liste des dossiers thématiques publiés en complément du Rapport d'activité des ACV*

Ces dossiers sont consultables en ligne sur le site Internet des ACV ([www.vd.ch/archives-cantoniales](http://www.vd.ch/archives-cantoniales)).

- 1996 : *Profils des usagers et documents consultés : enseignements des données statistiques de 1996*, pp. 24-31 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Robert Pictet et Christian Gilliéron).
- 1997 : *La bibliothèque des Archives cantonales vaudoises ou la place de l'imprimé dans un dépôt d'archives*, pp. 29-47 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Michel Depoisier).
- 1998 : *Enquête systématique sur l'archivage dans l'administration cantonale vaudoise*, pp. 30-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration du personnel des ACV et des MAH).
- 1999 : *Conservation préventive et restauration aux Archives cantonales vaudoises : une chaîne de solidarités*, pp. 31-39 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Anne Bellanger).
- 2000 : *Coups de projecteur sur le microfilmage aux Archives cantonales vaudoises*, pp. 29-42 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Christophe Moratal).
- 2001 : *Un patrimoine exceptionnel et complexe aux Archives cantonales vaudoises : les archives médiévales*, pp. 32-51 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Pierre-Yves Favez et Sandrine Fantys). Une version longue a paru sous le même titre, en tiré à part, 55 p.
- 2002 : *Une approche négligée de l'informatique : l'archivage des données et des documents numériques*, pp. 33-55 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration d'Olivier Conne).
- 2003 : *Quelles politiques pour quelles archives privées aux Archives cantonales vaudoises ?*, pp. 35-64 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Florence Dugrillon).
- 2004 : *Les Archives cantonales vaudoises, une valeur d'avenir ? Les enjeux d'un repositionnement administratif*, pp. 39-78 (Gilbert Coutaz, avec la collaboration de Jérôme Guisolan).
- 2005 : *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif : 1886-1970*, 113 p. (Gilbert Coutaz).
- 2006 : *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif : 1970-1998*, 137 p. (Gilbert Coutaz).
- 2007 : *Histoire de l'administration cantonale vaudoise : pouvoir exécutif et administratif : 1998-2007, suivie du bilan de deux cents ans d'histoire de l'administration cantonale vaudoise 1803-2007*, 155 p. (Gilbert Coutaz).